

Perspectives

ISSN-L 0981-6178

Agir ensemble contre l'exclusion

ENTR'AIDE OUVRIÈRE – 46 avenue Gustave Eiffel - 37100 TOURS – 02 47 31 87 00 – infos@entraideouvriere.org

EAO CAD



Entr'Aide Ouvrière

Comité d'Aide aux Détenus



N°300 – AVRIL 2017

LE PETIT RAPPORTEUR : Les mots qui nous parlent.....	2
LES CHIFFRES de la précarité en Indre-et-Loire.....	2
ACTUALITE : Albert-Thomas, La Barque, et le reste.....	3
DOSSIER : Accueil des réfugiés et Familles solidaires.....	4
Une famille impatiente d'héberger un réfugié.....	5
D'abord avoir envie, puis surmonter ses craintes.....	6
Deux «services civiques» en renfort.....	7
CAD : En entrant à la Maison d'arrêt... préparer la sortie !.....	8
PARTENAIRE : Du PACT à «SOLIHA Indre-et-Loire».....	9
VIE DE L'ASSOCIATION : Un nouveau Plan stratégique en chantier.....	10
Un nouveau nom pour l'EAO-CAD ?.....	11
VIE DES SERVICES : La Maison digitale fait des heureux.....	13
«LHSS», un service méconnu.....	14
Grands projets aux Espaces verts.....	14
L'AIR DU TEMPS : Comment rendre le futur désirable ?.....	16

ÉDITO

Pour une société bienveillante, fraternelle et solidaire !

Le moment est venu de changer d'échelle dans la lutte contre la pauvreté, il est nécessaire de s'attaquer aux causes de la pauvreté et pas seulement aux conséquences sur la vie des personnes» (François Soulage, président du collectif ALERTE *)

Les propositions d'ALERTE s'articulent autour de trois mots : notre société doit être fraternelle, bienveillante et solidaire.

Elle sera **fraternelle** si elle combat les inégalités de destin, si elle reconnaît à chacun sa place dans la société et la possibilité de prendre sa part dans la construction du bien commun. Elle sera **bienveillante** si elle refuse les amalgames, construit les conditions d'un dialogue et non d'un affrontement. Elle sera **solidaire** si elle reconnaît l'aspect positif d'une société multi-culturelle, les difficultés et les efforts à faire de part et d'autre, si elle cherche à réduire les inégalités.

Envisager la solidarité comme un investissement, replacer la question sociale au cœur des campagnes électorales à venir, faire des propositions pour interpeller les candidats au niveau national mais aussi au niveau local, ceci est de la responsabilité des associations qui doivent s'unir pour sensibiliser l'opinion publique et interpeller les pouvoirs publics. Loin de «profiter du système» comme certains le clament haut et fort, les personnes en situation d'exclusion ont des conditions de vie insoutenables.

Ensemble, choisissons le juste combat : attaquons-nous aux causes de la pauvreté et non aux pauvres.

Marie-Paul Legras-Froment, présidente de l'EAO-CAD

* Le collectif ALERTE regroupe 50 associations dont la Fédération des Acteurs de la Solidarité, ex- FNARS, dont l'EAO-CAD est adhérente.

Les mots qui nous parlent

Il y a un an, le Petit Rapporteur vous faisait part du projet de loi « **Territoires Zéro chômeurs de longue durée** » initié depuis plusieurs années par le Mouvement ATD Quart-Monde.

Le 21 novembre dernier, la ministre du Travail Myriam El Khomri a fait connaître les dix territoires où était autorisée l'expérimentation, et plusieurs "entreprises à but d'emploi" (EBE) ont ouvert leurs portes dès janvier : à Mauléon (79), Pipriac (35), au Pays de Colombey et du Sud Toulousain (54), à Prémery (58). Toute personne privée d'emploi ou en activité réduite depuis plus d'un an, habitant la commune depuis au moins six mois, peut se porter candidate pour un emploi à temps complet ou partiel. Elle sera embauchée en CDI et au SMIC. Les EBE seront financées à 70% par la réaffectation des coûts du chômage (15000 à 18000 €/an) sur un fonds abondé par l'Etat et les Collectivités territoriales ; les 30 % restants seront le fruit des travaux effectués par les salariés.

Cette bonne nouvelle illumine les 60 ans d'ATD Quart-Monde, le centenaire de la mort de son fondateur Joseph Wresinski et les 30 ans de la Journée de lutte contre la misère.

En tout début d'année, 36 grandes associations dont le Secours Catholique, la Fondation Abbé Pierre, la Fédération des Acteurs de la Solidarité (anciennement FNARS), Emmaüs France, ont décidé de lancer une alerte destinée à « endiguer les contre-vérités sur les pauvres qui contribuent à éloigner des débats présidentiels cet enjeu pourtant central » : « les chômeurs ne veulent pas travailler... les bénéficiaires des RSA sont des chômeurs... les allocataires du RSA gagnent plus que les Smicards », etc. Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé Pierre, l'affirme : « Les associations en ont marre d'être sages ».

Dans le cadre de la réécriture de son Projet associatif, notre association s'interroge sur la nécessité de modifier son nom. La campagne de rue menée à Tours début 2016 a fait apparaître qu'il était souvent source de confusion, le terme OUVRIERE évoquant pour beaucoup « une nébuleuse d'or-

ganismes et d'activités, le plus souvent et à commencer par "un syndicat" » ⁽¹⁾.

Quelle que soit la décision de tous ceux et celles invités à donner leur avis sur cette question (adhérents, salariés, bénévoles) il n'est sans doute pas inintéressant de relire ce qui justifiait cet adjectif lors de la création de l'association :

« **La valeur de notre entraide tient dans ce mot qui la spécifie : OUVRIERE.** »

- a) parce qu'elle réclame de ses militants un travail difficile, obstiné et à long terme (rééducation, reclassement, dépannage répété...);
- b) parce que le travail reste pour l'homme, en principe, la condition primordiale de relèvement et de salut. L'homme, par le travail, reprend conscience de sa dignité et peut assumer lui-même, comme il se doit, ses propres responsabilités.
- c) parce qu'elle doit dénoncer et combattre loyalement toutes les injustices, toutes les complicités qui suppriment à tant d'êtres leur identité ouvrière, en les fixant dans une condition inhumaine;
- d) parce qu'enfin elle doit rejoindre, par une conviction accrue au contact de la misère, les aspirations légitimes du monde ouvrier à une promotion collective » ⁽²⁾.

Certains mots ont vieilli (1947). Les valeurs qu'ils traduisent doivent être partagées en termes actuels. Chez les abeilles et les fourmis, l'OUVRIERE est celle qui assure la nutrition des autres, la construction du nid, la défense de la colonie (cf. Larousse). Quelle belle image parlante pour la notoriété d'une association militante !

Et puis, dans le sigle ENTR'AIDE, n'oublions pas l'apostrophe ! lui aussi nous parle : « sommes-nous prêts à aider l'homme pauvre à nous livrer ce qui, venant de lui, peut nous enrichir ? c'est ça la réciprocité qui fait le développement solidaire » ⁽³⁾.

Libres propos de Jean Paillou

(1) Perspectives n° 297, page 12. (2) Livret statutaire de l'EAO. Définition et buts. Art. III. (3) Communication du Père Pineau au CA de l'EAO (13 Janvier 1994).

LES CHIFFRES DE LA PRECARITE EN INDRE-ET-LOIRE

	décembre	janvier	février
Total des appels au 115	3890	3890	3587
Nombre cumulé des refus au 115	1422	200	913
Ménages en attente d'hébergement d'insertion	140	138	148

Les appels au 115 ont été nombreux en décembre et janvier pour baisser légèrement en février. La période de grand froid a été à l'origine de l'ouverture de places d'extrême urgence : gymnase, local de Temeleia, chambres d'hôtel supplémentaires, ce qui a occasionné une chute significative du nombre de refus à compter de janvier 2017. Par contre, les listes d'attente pour une hypothétique entrée en insertion s'allongent de mois en mois.

Albert-Thomas, une occasion manquée

Le numéro de Perspectives de septembre dernier traitait très largement de l'hébergement d'urgence en Indre-et-Loire. La situation décrite soulignait l'accroissement important du nombre de places ces dernières années, mais analysait surtout l'« embolisation » complète du dispositif, en exposait les causes et les solutions possibles. On ignorait à l'époque que l'actualité locale allait brutalement éclairer ce sujet avec la liquidation judiciaire, en décembre, du foyer Albert-Thomas, au centre-ville de Tours. Les 36 lits gérés par cette association ne représentent qu'à peine le dixième de la capacité d'hébergement d'urgence dans le département. Mais la tournure conflictuelle en a fait un événement emblématique, qui a eu le mérite de mettre le sujet sur la place publique. Malheureusement « à chaud », ce qui n'était pas le mieux pour dégager sereinement des solutions rationnelles. Pour prendre la relève, la préfecture a émis en janvier un appel à projets auquel l'Entr'Aide Ouvrière, parmi d'autres, a répondu. Dans ces circonstances, notre association ne pouvait qu'obéir à ses valeurs et appliquer ses principes, dans l'espoir d'améliorer le dispositif local d'accueil. C'est-à-dire construire un projet conforme à ce qui était défendu ici-même en septembre : aller vers « une refondation de l'hébergement d'urgence, et un accueil digne et respectueux des personnes ». C'est pourquoi la réponse de l'EAO-CAD proposait de conserver Albert-Thomas pendant trois mois, en élargissant les horaires et en améliorant l'accompagnement des résidents ; puis de transférer ces 36 places au CHER-PA, rue du Général-Renault, qui compte déjà 12 lits d'urgence : il aurait été entièrement dédié à l'urgence, mais ouvert jour et nuit, sans remise à la rue le matin, et avec un accompagnement social adapté à chaque résident. Le foyer Albert-Thomas (chambres de 4 personnes, une douche pour douze...) ne pourrait être « humanisé » qu'au prix de travaux coûteux, entraînant une réduction du nombre de places. Nous ne préconisons pas sa fermeture - politiquement, la Ville de Tours pouvait difficilement l'envisager - mais propositions de le réserver au « plan hivernal » dont la capacité d'ac-

cueil, du coup, aurait été sensiblement accrue. Rien n'empêchait juridiquement les pouvoirs publics de souscrire au projet de l'Entr'Aide Ouvrière, et d'améliorer ainsi le sort des sans-abri. Ils ont choisi de confier l'avenir de cet accueil de nuit pour hommes à la Croix-Rouge, dont la proposition restait dans le cadre strict de l'appel à projets. Pourquoi n'ont-ils pas profité de l'occasion pour ouvrir la voie à un début de réorganisation ? A la mi-mars, en conférence de presse et en guise de réponse, alors que le foyer était toujours occupé et « autogéré » par 19 de ses résidents et salariés, préfet et maire de Tours jouaient à la fois de leur « bienveillance » - ils ont toléré l'occupation - et de la fermeté : « l'hébergement d'urgence doit être réservé à l'urgence ». Autrement dit : les demandeurs d'asile doivent aller dans les centres dédiés, à supposer qu'il y ait de la place, et les déboutés où on peut, sinon à la rue. Puisqu'on a la « bienveillance » de ne pas les renvoyer d'où ils viennent.

C'est oublier ce que nous rappelions en septembre : la situation n'est plus du tout la même qu'à l'ouverture de ce type de structure, conçue pour rester transitoire. La pauvreté a gagné du terrain, et l'immigration est venue brouiller les procédures. Les centres d'accueil des demandeurs d'asile sont pleins, bien que la France n'ait pas mis à l'abri le dixième des migrants qu'elle s'était engagée à accueillir. Et les déboutés du droit d'asile ne sont pas reconduits à la frontière. Si bien que des ménages restent plusieurs années dans des structures dites d'urgence ! Les situations humaines, les conditions de vie, et les « statuts » administratifs des résidents d'aujourd'hui constituent un imbroglio qu'il serait... urgent de démenter. Pérenniser un centre comme Albert-Thomas, c'est « mieux que rien », évidemment, mais c'est aussi faire semblant de croire qu'on peut revenir au contexte d'il y a vingt ans.

L'Entr'Aide Ouvrière souhaite que la Croix-Rouge réussisse à maintenir cet « asile de nuit », mais regrette l'occasion manquée de faire un pas vers un mieux-être des sans-abri.

La Barque en sursis ?

Durant ce même hiver décidément rude pour les plus défavorisés, l'association qui gère le bar associatif La Barque, à quelques encablures du foyer Albert-Thomas, a dû jeter l'éponge elle aussi. Le tribunal a décidé ici un redressement judiciaire, limité à deux mois, et non une liquidation. Une association s'est constituée en mars pour prendre la suite et maintenir ce lieu de vie qui, depuis vingt ans, permet à tant de gens de s'agripper au

quai ou de reconstruire un lien social. L'Entr'Aide Ouvrière considère depuis l'origine que La Barque fait un travail indispensable, et qu'elle ne peut jouer pleinement son rôle qu'en restant au cœur de la cité. Nous n'avons pas été sollicités pour prendre part à la constitution de cette nouvelle association. Mais nous restons très attentifs à l'évolution de la situation, parce que très attachés à la pérennisation de cette « entreprise » humaine comme il y en a peu.

Déménagement en vue pour l'ex-CASOUS

Les adhérents de l'EAO-CAD le savent depuis des mois : le « Pôle social et médical » de l'association, place Jean-Meunier à Tours (ex-CASOUS, donnant sur la place des Halles), va sans doute déménager dans les toutes prochaines années. L'emplacement était précieux pour son accessibilité et sa visibilité, à tel point que beaucoup de Tourangeaux pensent que le siège de l'Entr'Aide Ouvrière est ici. Mais les salariés et les « usagers » de l'association savent, eux, combien ce site est peu fonctionnel et inconfortable. Pour continuer d'accueillir du public dans les prochaines années, une mise aux normes serait indispensable, obligatoire, et par ailleurs bien trop coûteuse ! Le bâtiment a donc été mis en vente, et un compromis est signé avec un acheteur. Reste à trouver une autre implantation pour le PSM, qui regroupe notamment le Service d'accueil et d'orientation et le Cabinet médical de l'association. Une piste est en ce moment envisagée, toujours en centre ville, mais rien n'est définitivement conclu.



Vue ancienne de ce qui ne s'appelle plus le CASOUS, place des Halles)

Où en sont les Familles solidaires ?

Avec quatre mois d'existence, l'accueil des réfugiés par les Familles solidaires ne portait encore en mars que sur une petite dizaine de cas, si bien que le recul manque pour une vue d'ensemble. Cependant on voit se dessiner grosso modo les obstacles à surmonter et les succès obtenus. C'est ce que nous a expliqué Marie Bachelet, l'éducatrice spécialisée à qui est confiée la coordination de ce programme.

En février, quatre réfugiés, tous des hommes, âgés de vingt à trente ans, étaient accueillis dans des familles, trois sur le point de l'être, et une dizaine de familles dans l'attente d'un accueil. Une première difficulté tient à l'éloignement : il se trouve que les familles volontaires habitent à une demi-heure, voire une heure de Tours, alors que les réfugiés y ont noué des relations et pris des habitudes. L'EAO-CAD y a remédié de son mieux : elle prend à sa charge les frais de transport, et les deux volontaires du service civique, Annabelle et Adriane, les accompagnent au début pour les familiariser avec le fonctionnement et l'utilisation des transports publics.

La langue n'a pas été un obstacle majeur. Presque tous ont acquis un français suffisant pour les échanges courants, et celui qui ne parle pas un mot de français ni d'anglais se débrouille très bien à l'aide de gestes et de mimiques. La principale difficulté réside dans le décalage culturel entre les réfugiés et le milieu qui les accueille. Tout les surprend, l'équipement des maisons, l'alimentation, les relations à l'intérieur de la famille, l'éducation donnée aux enfants, les distractions familiales, bref un mode de vie qui leur est étranger. La difficulté à s'y adapter a pu être si grande que l'un d'eux a préféré quitter ce cadre confortable et regagner un foyer de l'EAO-CAD.

Il est arrivé aussi que l'incompréhension s'installe entre une famille et son hôte et qu'une médiation s'avère nécessaire. Une fois les points de friction mis au clair, la bonne entente s'est rétablie et, de lui-même, l'intéressé a souhaité rester dans la même famille. Il faut tenir compte aussi de la gêne qu'éprouvent ces réfugiés à être reçus si généreusement sans avoir rien à donner en contrepartie. Mais ils en viennent bientôt à se rendre utiles au sein de la famille en jardinant ou en cuisinant par exemple, ce qui aide à rétablir l'équilibre.

Pendant de longs mois, leur préoccupation majeure a été d'obtenir le droit d'asile. Mais ensuite ces hommes, qui appartenaient à des catégories aisées et ont souvent fait des études supérieures et connu un niveau de vie élevé, s'ennuient du fait de leur inaction forcée et sont obsédés par les souvenirs souvent terribles de leurs épreuves. Ils trouvent un soutien précieux dans le suivi social



Lors d'une rencontre entre familles d'accueil et réfugiés

assuré par Marie, secondée par Annabelle et Adriane. Elles les accompagnent dans leurs démarches et leur proposent diverses activités, en particulier sportives.

Des échecs, rares, sont survenus. Ainsi une réfugiée qui a dû fuir en abandonnant ses enfants, n'a pas supporté d'être reçue dans une famille dont les enfants avaient l'âge des siens. Une autre souffrait de se trouver sans communication par Internet, et de surcroît dans une famille dont deux membres sur trois étaient des hommes.

Pour associer au mieux les réfugiés et leur famille d'accueil, une procédure précise a été mise au point. Une petite équipe composée de Marie, Annabelle, Adriane (lire plus loin) et trois bénévoles de l'EAO, rencontre les familles volontaires chez elles pour savoir comment elles conçoivent cet accueil, expliquer la souplesse qu'il demande et évoquer avec elles les difficultés qui peuvent se produire (voir à ce sujet le précédent numéro de Perspectives, p. 5). Elle rencontre de même les candidats et leur présente en détail le cadre de vie qui leur est proposé et le soutien dont ils bénéficieront.

Enfin, précaution supplémentaire, un hébergement-test de trois jours est mis en place avant toute décision définitive pour évaluer les chances de bonne entente.

Les principales difficultés ont été identifiées et généralement dominées ; ce programme d'hébergement citoyen sans véritable précédent se met en place progressivement et avec beaucoup de précautions. Aucune situation ne ressemble à une autre, tout est sans cesse à adapter et à réinventer : c'est, nous dit Marie Bachelet, ce qui rend ce travail passionnant.

François Weil

Afin de continuer à se développer, en particulier à Tours et dans l'agglomération, l'Entr'Aide Ouvrière manque encore de familles volontaires. Pour tout renseignement complémentaire, ou pour se porter candidat à l'hébergement d'un ou plusieurs réfugiés : 02.47.05.48.48

familles.solidaires@entraideouvriere.org

« Ça m'énerve d'attendre, il y a tant de besoins... »

Non, Catherine Young ne perd pas confiance, en ce début de mars. Elle prend son mal en patience, comme on dit. « Mais savoir qu'il y a tant de gens qui souffrent, qui sont en galère, alors que nous sommes prêts ici à les aider, et ne pas les voir arriver à cause de subtilités ou de complications administratives, c'est rageant, ça m'énerve ! » On peut la comprendre. Il y a deux bons mois, en effet, que Catherine et Rob Young se sont manifestés auprès de l'Entr'Aide Ouvrière comme volontaires pour héberger un ou plusieurs réfugiés dans leur maison d'Artannes-sur-Indre.

« Mais en fait il y a bien plus longtemps que nous sommes décidés ! Fin 2015, quand l'Europe a réparti l'immense flot de migrants et que la France a dit qu'elle en accueillerait trente mille, nous avons contacté la mairie, qui nous a dirigés sur la préfecture. Et là, on nous a fait savoir : « nous n'avons pas de réfugiés à vous envoyer... » Le temps a passé, mais il ne fait rien à l'affaire : le couple a gardé ce désir d'aider : « Nous pensions principalement aux Syriens qui fuient les bombes, pour avoir vécu quelques années dans ce pays. »

Et puis un jour, en décembre dernier, Catherine a vu à la mairie un document dont l'Entr'Aide Ouvrière avait demandé la diffusion aux élus. « C'était bien expliqué, cette opération « familles solidaires » correspondait à notre souhait et à notre attente, alors nous avons appelé... » Comme pour tous les candidats, l'EAO-CAD a pris contact, l'éducatrice chargée de ce programme, Marie Bachelet, s'est rendue à Artannes en compagnie de l'une des administratrices associées au suivi de l'opération, et la famille Young, sans aucune hésitation, a été retenue pour l'accueil d'un ou plusieurs réfugiés. Il faut dire que leur contact est aussi chaleureux que leur intérieur, tout imprégné d'hospitalité simple et généreuse. « Début janvier, nous avons été invités à une rencontre dans les locaux de l'association avec des réfugiés, des familles qui accueillent et d'autres qui attendent, comme nous. Ce fut très positif, nous y avons ressenti beaucoup d'humanité et j'ai été heureuse de voir des familles très diverses, des jeunes qui travaillent, parfois avec des bébés, et qui ne demandent qu'à aider des réfugiés. Nous, nous sommes bien plus disponibles... »

Mais la disponibilité ne fait pas tout. Catherine et Rob ont eu tout le temps de la réflexion. La maison est grande, deux chambres et une autre pièce peuvent être mises à disposition, avec une entrée indépendante. Le village, à un quart d'heure

à pied, dispose de tous les commerces et services, « d'une très bonne école, avec un ramassage scolaire », et il est animé par une dizaine d'associations notamment sportives. « Et pour le sport, connaître la langue n'est pas indispensable... » souligne Rob. La campagne est magnifique et... il y a des bus et des trains pour rejoindre Tours. Sur le plan matériel, tout se présente donc à merveille. « Un jeune pourrait craindre d'être un peu essulé, mais il y a plein de possibilités intéressantes ».

« C'est important, le partage »

Le temps qui passe entame-t-il leur détermination ? « Pas du tout, assure Catherine, mais ça complique un peu notre agenda, on hésite à s'absenter ». Car pour ce qui est de la solidité de leur projet, pas d'inquiétude : « Nous avons demandé leur avis aux enfants, qui sont grands, il vivent au loin mais viennent de temps en temps. Ils nous encouragent. Pour les gens d'ici ou pour nos amis, c'est amusant car c'est très contrasté. Certains sont très ouverts, mais ce n'est pas simple, il y a quand même beaucoup de méfiance, les gens n'aiment pas être interpellés dans leurs habitudes de vie. Des amis me disent : tu es complètement folle, tu ne te rends pas compte ! Nous savons que ce sera parfois compliqué, nous avons bien sûr plein de points d'interrogation. Mais l'envie de faire quelque chose est plus forte... »

Cette détermination a d'ailleurs été mise à l'épreuve en février : un couple avec trois enfants était annoncé ! Passée la surprise, il n'a pas fallu longtemps au couple Young pour confirmer son accord ! Mais au dernier moment cette famille a trouvé une autre solution... Leur nationalité ? « Peu importe, pas d'exclusive, même si ce serait mieux s'ils parlaient anglais. De notre côté nous avons vécu, en fait, dans plusieurs pays arabes, et nous avons gardé quelques notions de la langue ». N'y aurait-il donc aucune limite à cette tolérance peu commune ? Si, tout de même : « Nous avons un grand respect de l'autre, et nous attendons la réciprocité. Les gens qui viennent ont connu de tels malheurs dans leur pays qu'on éprouve de la compassion. Mais en même temps, ils doivent accepter les lois du pays d'accueil. C'est important pour qu'il y ait un vrai échange, le partage d'expériences que nous espérons. C'est important, le partage... »

Jean-Paul Mercier



Catherine et Rob habitent Artannes-sur-Indre depuis 13 ans, mais Mme Young y a des attaches très anciennes.

« D'abord avoir envie, puis surmonter ses craintes »

Depuis début février, dans un petit village du Chinonais, un couple héberge un jeune Africain qui vient d'une autre planète. Et tout se passe bien !

On peine à imaginer le contraste, le choc culturel vécu par Farah en arrivant au bourg de Rivière, près de Chinon. Ce garçon de 21 ans est issu d'une famille de sept enfants, qui vit dans un village du Soudan où ses parents sont agriculteurs. Il a connu la prison, il a fui la guerre, est passé en Libye où les combats sévissaient également, a gagné l'Italie sur un petit bateau, puis l'Allemagne faute de pouvoir entrer directement en France, et enfin Calais. Car son but était la Grande-Bretagne, comme la plupart de ses compatriotes qui parlent l'arabe et l'anglais. Mais il n'est resté que quelques semaines dans la tristement célèbre « jungle », avant d'être « évacué » à Fondettes. Au terme de ces trois années d'errance, il s'est résolu à demander l'asile à la France, et l'a obtenu rapidement.



Pendant ce temps et de leur côté, les époux Annick et Hubert Verger étaient inscrits depuis plus d'un an auprès de l'association nationale Singa, sur la liste d'attente des volontaires pour l'accueil d'un réfugié. Mais ils avaient compris que Singa intervenait surtout dans les grandes villes quand est paru, opportunément, l'article de La Nouvelle République annonçant le lancement en Indre-et-Loire de ce même programme d'« hébergement citoyen ». C'était en octobre. Les trois enfants de ce couple sont grands et ont quitté la maison. Annick travaille encore, elle est responsable d'une bibliothèque à Chinon. Mais Hubert est un tout jeune retraité de la banque. L'un des deux est donc très disponible, et leur envie d'aider s'en trouve renforcée. « Ça fait mal aux tripes de voir ce que subissent tous ces civils » dit-il, et Annick d'ajouter : « Je me suis imaginé les scènes d'exode chez nous durant la dernière guerre. Il fallait qu'on apporte notre petite pierre... »

Le coup de fil à l'Entr'Aide Ouvrière a enclenché les choses, et tout s'est enchaîné : visite du responsable de l'opération pour vé-

rifier leur détermination, puis de l'éducatrice Marie Bachelet avec Farah pour une première prise de contact et faire les présentations, enfin une période d'essai de trois jours. « C'est très utile, ça permet à chacun de bien mesurer la réalité concrète de la vie en commun... Et puis le contrat que nous signons est très bien fait, il met le doigt sur tous les aspects matériels du quotidien, ce qui facilite la vie en prévoyant les possibles sources de conflit ».

La langue, la clé de tout

Après cet essai concluant, Farah a « posé son sac » le 1^{er} février dans ce foyer qui respire la sérénité et la tolérance. Ce qui l'a surpris d'emblée, alors que chez lui toutes les générations vivent ensemble, et tout le village « dans la rue », c'est que chaque famille ici vive à ce point refermée sur elle-même. Surtout l'hiver... Dans un français qui lui permet déjà de bien comprendre et se faire comprendre, il affirme ne pas avoir de problèmes. C'est sans doute par égard pour ses hôtes, et au moins pour ce qui concerne les conditions de vie dans cette confortable maison à l'entrée du village, sur un jardin où il a déjà donné un coup de main. Car pour le reste il est pour l'instant bloqué par l'absence totale de ressources, et il sait que la maîtrise du français sera la clé de tout : « pour le logement, pour le travail, pour le permis de conduire, tout... »

Le couple Verger s'est organisé sans difficulté, au prix de quelques aménagements culinaires, et avec une famille « de remplacement » quand il a dû s'absenter un week-end. « C'est surtout lui qui s'est adapté à nous, relève Annick. C'est un garçon très réservé, respectueux et très bien élevé. On le sent gêné quand il doit nous demander de l'emmener à Chinon. Mais il a évidemment encore beaucoup d'obstacles à franchir ». Farah peut jouer au foot avec le club local, retrouver des compatriotes et amis au centre d'hébergement de Chinon, s'adonner aux jeux de société, et trois fois par semaine il perfectionne son français avec l'association Lire et Dire. En attendant une formation plus poussée et une orientation professionnelle.

Mais cet aspect des choses, c'est l'affaire de l'Entr'Aide Ouvrière, qui assure son accompagnement social et administratif autant que le suivi de son hébergement. « Le rôle de l'association est essentiel, on peut la joindre à tout moment, il faut insister là-dessus », souligne Annick à l'intention des familles qui hésitent. « Le principal, c'est vraiment d'avoir envie d'aider, puis surmonter ses craintes, aller au-delà de ses appréhensions. C'est facile ! » Et Hubert enchaîne : « Vient alors le plaisir d'aider. Aujourd'hui c'est nous qui donnons le plus, mais le jour où il partira, on mesurera ce qu'il nous a apporté... »

JPM

Deux « services civiques » en renfort !

Annabelle et Adriane – 20 et 22 ans – sont deux jeunes filles volontaires pour effectuer un service civique. Elles ont choisi d'accomplir ce service à l'EAO-CAD et plus particulièrement au sein du dispositif Familles solidaires. Leur engagement est de huit mois à raison de 26 heures de travail hebdomadaire pour une rétribution mensuelle d'environ 570 € (essentiellement à la charge de l'Etat). Elles sont respectivement titulaires d'une licence d'histoire et de droit.

A la question « pourquoi avez-vous opté pour un service civique ? », la réponse est un peu floue : « pour faire autre chose, pour couper avec les études avant de trouver notre voie, pour être utiles »... Pour être utiles, elles le sont ! Leur intégration dans le dispositif Familles solidaires est totale. Sous la responsabilité de Marie Bachelet, éducatrice à temps plein sur cette opération, elles interviennent dans deux directions : vers les familles accueillantes, mais surtout vers les personnes réfugiées qui sont déjà reçues chez des particuliers (le jour de l'entretien, quatre étaient déjà accueillies). Première tâche, elles les accompagnent vers les administrations ; non seulement elles les « véhiculent » mais elles leur servent d'intermédiaire, d'interface entre les divers services : Pôle emploi, les assurances, la CAF... Ces personnes déracinées ne maîtrisent pas toutes le français, elles les aident à se faire comprendre.

Elles les dirigent également vers des activités sportives et culturelles. Pour les activités physiques le partenariat avec l'UFOLEP (partenariat déjà évoqué dans Perspectives) leur permet de pratiquer divers sports deux fois par semaine. Pour les activités culturelles, la découverte de notre patrimoine touristique et architectural est au programme, une visite du château d'Azay-le-Rideau a déjà eu lieu, ce genre de sortie est envisagé tous les quinze jours. Pour les autres sorties, le recours à « Cultures du cœur » (association qui propose des places gratuites pour diverses manifestations) est prévu. Enfin,



Annabelle (à gauche) et Adriane

la participation à des ateliers assurés par des centres sociaux est également engagée.

Quant aux missions en direction des familles accueillantes, elles sont plus de la responsabilité de Marie Bachelet, mais Annabelle et Adriane y participent régulièrement et lui apportent une aide précieuse.

Enfin, pour faire connaître l'activité de Familles solidaires, elles rédigent chaque mois une double feuille qui fait le point sur l'avancement de l'opération, sur les sorties réalisées, les projets. Le numéro de mars ne devrait pas tarder, ne manquez pas de le lire et de le faire connaître.

Pierre Trinson

FAIRE UN DON POUR AIDER LES REFUGIES

Vous ne pouvez pas accueillir un réfugié chez vous, mais vous souhaitez cependant contribuer à cette opération de solidarité internationale ? Vous le pouvez de différentes façons. Par exemple en venant en appui des familles accueillantes qui résideraient dans votre commune ou votre quartier, notamment si vous êtes vous-même membre d'une association humanitaire, culturelle, sociale, organisatrice de sorties, d'animations, d'activités sportives, etc.

Vous pouvez également vous manifester très utilement en faisant un don en faveur des réfugiés, dont certains n'ont aucune ressource.

L'Entr'Aide Ouvrière s'engage à affecter la totalité de cette collecte, qui va se prolonger sur plusieurs mois, à la vie matérielle des réfugiés. C'est-à-dire en particulier au financement de leur habillement, de leurs déplacements, leurs communications, etc. Merci pour eux !

Les chèques doivent être adressés, avec la mention : Pour les réfugiés à : EAO-CAD, 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 Tours.

En entrant... préparer la sortie !



Typhaine Lapouge,
assistante sociale

En 1947, quelques jours avant Noël, un homme sortant de prison croise l'abbé Pineau et lui demande de l'argent... Cette rencontre va être le point de départ de la longue histoire de deux associations : "l'entraide ouvrière" (EAO), le "Comité d'aide aux détenus" (CAD). Bien que distinctes, elles travaillent pendant plus de 60 ans, la main dans la main, à venir en aide à toutes les personnes en difficulté, le CAD ayant directement pour objet de s'intéresser « à tous les détenus, hommes et femmes, et à leur famille, sans distinction de race et de religion ».

Elles fusionnent en 2015 sous le sigle EAO-CAD, et les activités du CAD donnent lieu à la création du SAPJ (Service Accompagnement Prison Justice). Ce faisant, depuis plusieurs années, on observe pour les sortants de prison et plus largement pour leurs familles, une forte difficulté à réintégrer la vie sociale après une période de détention quelle qu'en soit la durée : effets désocialisant de l'emprisonnement, perte des attaches familiales et amicales, déliquescence du lien social, incapacité à trouver un travail ou un hébergement. Handicaps souvent présents avant l'incarcération et aggravés du fait de la période de détention.

Un projet mûrit peu à peu : aider à préparer la sortie dès le 1^{er} jour d'incarcération.

Cette action prévoit une prise en charge véritablement globalisée de la situation du détenu : sociale, médicale, familiale, et le partenariat est primordial. En priorité, avec le Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) qui intervient, non seulement au sein des établissements, mais en dehors pour le suivi de l'ensemble des personnes placées sous main de justice. « Il contribue à l'insertion ou à la réinsertion des personnes qui lui sont confiées par

l'autorité judiciaire, à la prévention de la récidive et à la sécurité publique dans le respect des intérêts de la société, des droits des victimes et des droits des personnes détenues » ⁽¹⁾.

Partenariat aussi avec les différents acteurs qui interviennent au sein de la prison : le CSAPA, s'adressant à ceux qui ont des difficultés avec leur consommation de substances psychoactives, Pôle Emploi... sans oublier les gardiens et une stagiaire assistante sociale, recrutée par le SPIP, déjà présente dans le cadre de sa 3^{ème} année de formation.

Notre association missionne à la Maison d'arrêt, depuis février, une de ses assistantes sociales : Typhaine Lapouge, qui intervenait déjà à la Petite maison. Les relations essentielles étant établies avec les autres partenaires, un diagnostic partagé permettra de mettre en lumière les principaux actes d'accompagnement nécessaires : rétablissement de la situation administrative, régularisation des dettes, mise en place des droits liés à la santé et aux ressources, accès au logement, aide à la reprise des liens avec les enfants... Présente « à l'intérieur » un jour par semaine, l'assistante sociale assurera aussi sa mission « à l'extérieur », faisant ainsi le lien entre le dedans et le dehors. C'est tout l'EAO-CAD qui pourra ainsi accompagner le détenu et sa famille : par ses services (centre de formation, chantiers de l'insertion par l'activité économique, ateliers savoirs de base), mais aussi par ses bénévoles : équipe constituée et formée pour guider physiquement le détenu en semi-liberté vers administrations, associations, employeurs...

Ce projet a été retenu par la Fondation de France qui a décidé de le soutenir par un financement d'une année au minimum. Tourné en priorité vers les publics détenus en grandes difficultés sociales, il a pour double objectif leur « retour en milieu libre dans les conditions du droit commun » et avant tout la prévention de la récidive.

Jean Paillou

(1) Loi pénitentiaire du 24 Novembre 2009, article 2.

L'Arlésienne...

On l'attendait depuis plusieurs années, elle est enfin arrivée à la Petite maison ! Il en aura fallu des palabres et des discussions pour y parvenir : convaincre les bénévoles, mobiliser l'administration pénitentiaire, trouver des crédits, obtenir de la mairie de Tours l'autorisation d'ouvrir une tranchée rue Henri-Martin afin d'y passer un câble (à l'heure de l'objet connecté et du Bluetooth, c'est surprenant!). Vous avez compris qu'il s'agit de la mythique BORNE, cet appareil qui permettra aux familles des détenus d'obtenir, par le truchement d'une carte magnétique, une série de rendez-vous au parloir avec leurs proches incarcérés. Plus besoin de passer par le téléphone, d'où un gain de temps appréciable pour tous. La borne est installée mais début mars elle n'était pas encore en fonction. Cela ne saurait tarder, on espère vous annoncer la bonne nouvelle dans le prochain numéro de Perspectives.

Pierre Trinson



Une nouvelle identité pour un projet renforcé : du PACT à SOLIHA Indre-et-Loire

La fusion de la Fédération nationale des PACT et de la Fédération Nationale Habitat et Développement donnait naissance, en mai 2015, à un nouveau Mouvement associatif : SOLIHA (Solidaires pour l'Habitat).

L'association régionale a pris le nom de SOLIHA Centre-Val de Loire, et le PACT d'Indre-et-Loire celui de SOLIHA Indre-et-Loire. Ce changement de nom, qui s'est également accompagné d'une réorganisation, n'a pas modifié les missions développées déjà dans les années antérieures : « produire un habitat - c'est à dire un logement et son environnement - adapté au besoin de chacun, et accompagner les personnes les plus fragiles pour qu'elles puissent vivre dignement là où elles le souhaitent », souligne Eric Tournet, directeur général.

Ce changement a voulu souligner également la complémentarité des trois structures associées : AGEVIE, TSIGANE HABITAT, FICO-SIL, au service d'un projet commun partagé à travers leurs compétences transversales. Enrichissement mutuel et réciprocité des services.

Même mutualisation dans l'organisation régionale, chaque SOLIHA (Cher, Indre, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire) conservant la responsabilité de la conduite de son action et de sa gestion quotidienne, mais « conjuguant avec les autres, les dimensions sociales, architecturales, urbanistiques, environnementales, techniques, pour traiter les projets dans leur globalité ».

Ajoutons à cela la démarche participative avec les habitants, les faisant parties prenantes des offres d'habitat accompagné, et le partenariat avec l'Etat et les collectivités locales dans le développement de dispositifs répondant aux besoins spécifiques de leurs territoires : habitat regroupé, hébergement temporaire, petites unités de vie pour les personnes âgées, pensions de famille, logements adaptés pour les personnes fragilisées, habitat pour les gens du voyage... Autant d'occasions « de construire de nouvelles solidarités au service de l'homme dans son habitat, son environnement, son cadre de vie, et sa vie sociale ».

Un mot encore du Hameau St-Michel, ouvert 365 jours par an et 24 heures sur 24, lieu d'accueil convivial hébergeant, dans une optique d'intégration sociale, une majorité d'étudiants français et étrangers, ou des personnes en recherche d'autonomie, entourées d'une équipe éducative : parfait exemple de mixité sociale. Toutes ces réalisations de SOLIHA s'appuient sur « un engagement humaniste, plaçant la personne au cœur de nos préoccupations en prenant en compte les différents modes d'habiter » insiste le directeur général.

Propos recueillis par Jean Paillou

L'amélioration de l'habitat reste l'objectif général de SOLIHA, premier acteur associatif de ce secteur

Un nouveau Plan stratégique en construction

«Conjuguer militantisme et professionnalisme», l'EAO-CAD a mis en œuvre, de 2014 à 2016, sept orientations stratégiques et structurantes. Chacune a été déclinée en objectifs prioritaires qui constituaient sa « fiche de route » et qui lui ont permis de grandes et belles réalisations au profit des personnes accueillies et aidées, et de tous les acteurs de l'association.

Au terme de cette période s'ouvre maintenant le chantier d'un nouveau Plan stratégique 2017 - 2020. Il s'appuie sur les neuf orientations validées lors de l'Assemblée générale de 2016 et il nécessite de recueillir les avis et suggestions de tous les acteurs de l'EAO-CAD comme vous-même. »

Tels étaient les mots d'introduction de notre présidente au questionnaire diffusé pour l'élaboration du prochain Plan stratégique. Cette première phase de sondage s'est achevée par une galette associative organisée au Centre Albert-Camus le 26 janvier, à laquelle était convié l'ensemble des acteurs de l'EAO-CAD (personnes accueillies, bénévoles, adhérents, salariés, administrateurs) pour une restitution des résultats. Sur les 440 personnes interrogées, plus de la moitié a tenu à s'exprimer. Les taux de réponse selon les catégories sont les suivants : 52% des adhérents, 64% des salariés, 59% des bénévoles et 95% des administrateurs. Sur dix réponses, 8,3 reconnaissent l'importance d'un tel plan, ce qui est tout à fait satisfaisant. Le second motif de satisfaction souligné par la présidente est l'homogénéité des réponses d'une catégorie à l'autre. Globalement, il y a convergence des priorités choisies entre le conseil d'administration, les salariés et bénévoles, et l'ensemble des adhérents.

Nous sommes actuellement dans la phase opérationnelle de l'élaboration du nouveau Plan stratégique. Un séminaire entre les administrateurs et l'encadrement a eu lieu le 4 mars, au cours duquel chacun a réfléchi à la mise en place d'actions structurantes conformément aux propositions d'orientations retenues comme prioritaires, à savoir : Accentuer la participation des personnes accueillies et des salariés en insertion, Renforcer nos partenariats, Rechercher l'adéquation entre les besoins repérés et les moyens humains et matériels à mobiliser, Développer et valoriser les participations citoyennes.

Le Plan stratégique finalisé sera ensuite discuté le 26 avril lors d'une rencontre ouverte à tous les adhérents, et enfin soumis à validation lors de l'Assemblée Générale du 18 mai.

L'EAO-CAD au congrès de la FNARS : « investir dans la solidarité »

L'EAO-CAD était bien représentée à Dijon, en janvier, au congrès de la FNARS, qu'il faut désormais appeler la Fédération des Acteurs de la Solidarité : Marie-Paul Legras-Froment et Eric Le Page, présidente et directeur général, Monique Carriat, vice-présidente, Annick Bourret, administratrice, Thierry Gheeraert, directeur du Pôle social et médical, accompagnés de deux personnes accueillies, Géraldine et Cédric. Sous la ferme houlette de Louis Gallois, les débats ont rassemblé 850 participants et ont été de grande qualité, rapporte la délégation, de même que les travaux en ateliers. Les Tourangeaux avaient fait l'effort d'emporter la cellule de la maison d'arrêt reconstituée par Philippe Leconte à l'occasion des dernières « Journées nationales Prison », et l'installation a remporté un vif succès. Par ailleurs, ils n'ont pas manqué de relever que la municipalité de Dijon apporte à ses foyers d'hébergement et d'insertion une aide très importante pour la nourriture et les transports. On retrouvera l'essentiel des travaux de ce congrès sur le site de la Fédération : http://www.federationsolidarite.org/images/stories/vie_federale_et_partenariats/congres2017/Plateforme-de-la-Federation-des-acteurs-de-la-solidarite.pdf

En pleine campagne présidentielle, le congrès ne pouvait qu'interpeller les candidats, et plusieurs sont venus (excepté le candidat Les Républicains, le FN n'étant pas convié). Les travaux ont d'ailleurs permis d'arrêter une plate-forme de 25 propositions prioritaires soumises aux prétendants à la présidence de la République, invités à « investir dans la solidarité ». En voici quelques extraits.

Organiser dès 2017 des États généraux de l'inégalité scolaire avec l'ambition de dégager des solutions pour la réussite de tous. Renforcer les moyens financiers des PMI (protection maternelle et infantile) et développer les PMI mobiles, notamment pour les familles vivant à l'hôtel et les personnes en zone rurale.

Fusionner les minima sociaux pour créer un revenu minimum décent de 850 euros par mois, ouvert aux personnes sans emploi dès l'âge de 18 ans et attribué automatiquement pour supprimer des démarches administratives inutiles et stigmatisantes.

Mettre en place une véritable couverture **logement universelle**,

permettant aux bailleurs de se couvrir contre les risques locatifs (impayés de loyer, vacance entre deux locataires et dégradations du logement). Elle pourrait être cofinancée par l'État, les partenaires sociaux et les bailleurs. Garantir le tiers payant généralisé pour tous. Fusionner l'Aide médicale d'État et la PUMa (Protection universelle Maladie) pour assurer l'accès aux soins des migrants souvent discriminés et peu aidés, pourtant exposés à des problèmes sanitaires et psychiques importants en raison de ce qu'ils ont vécu et de leurs conditions d'accueil.

Faire de l'**aménagement des courtes peines**, assorti d'un suivi et d'un accompagnement adapté le principe dès le prononcé du jugement, le juge devant motiver son refus et le choix de l'incarcération.

Garantir un **équipement informatique** et internet dans tous les lieux d'accueil et d'information, publics et associatifs, accessibles à tous gratuitement. Développer **des comités d'usagers** au sein des organismes sociaux et des administrations.

Doubler le **parc CADA** (centre d'accueil pour demandeurs d'asile) soit la création de 40 000 places sur le quinquennat. **Doubler le nombre de postes dans l'insertion par l'activité économique** sur la durée du quinquennat, et passer de 350 000 à 500 000 le nombre de personnes en contrats aidés par an en ciblant les territoires les plus touchés par le chômage.

Lancer une stratégie pluriannuelle de **développement de l'économie sociale et solidaire**, passant notamment par le renforcement de l'offre spécifique de la Banque publique d'investissement (BPI) France.

Introduire le droit au travail effectif des **demandeurs d'asile** dès la délivrance du récépissé de la demande. Lancer un plan national pour l'**intégration dès l'arrivée** des personnes sur le territoire, comprenant l'apprentissage du français, l'accès à une formation professionnelle, à l'IAE et au service civique pour les jeunes. Accorder un **titre de séjour** aux étrangers qui n'ont pas été éloignés dans un délai de deux ans après leur entrée sur le territoire français notamment en raison de leur situation familiale, personnelle et professionnelle.

Changer de nom, ou : de quoi l'EAO-CAD est-elle le nom ?

Entr'Aide Ouvrière-Comité d'Aide aux Détenus (EAO-CAD) : personne ne peut nier que le nom officiel de notre association, illustré d'un double logo, est trop long et trop compliqué. Il est en outre incontestablement daté : ce n'est pas forcément préjudiciable, mais ce peut être un handicap pour aborder l'avenir et ses indispensables adaptations. Ce nom est par ailleurs source d'ambiguïté et de confusions - comme le montrent chacune de nos initiatives auprès du grand public - ce qui freine le développement de la notoriété de l'association.

Le conseil d'administration a donc décidé de faire évoluer ce nom, et dans un premier temps de mener une large consultation auprès des adhérents, des salariés et des bénévoles. Une cinquantaine de suggestions ont été avancées à cette occasion. Certaines, très minoritaires en réalité, proposent de ne rien changer. Plus souvent, il est demandé de conserver le mot « entraide ». Et celui-ci est fréquemment combiné à celui de « solidarité ».

Le conseil d'administration pratiquera une première sélection parmi ces propositions, et y mêlera les siennes. Chacun pourra encore venir en discuter le 26 avril (18h au Centre Albert-Camus), après quoi l'assemblée générale des adhérents sera appelée à trancher le 18 mai.



Sondage qualité : encore un peu de patience...

On se souvient que pour la première fois, l'EAO-CAD a entrepris une enquête de satisfaction auprès des personnes hébergées et des salariés en insertion. L'objectif est évident : faire émerger les points forts et les points faibles, faire exprimer des insuffisances qui pourraient être ignorées, dans le but bien sûr de les corriger chaque fois que possible. Menés par des administrateurs au moyen de rendez-vous en tête à tête avec des personnes accueillies, sur la base de questionnaires mis au point par Frédé-

rique Vallée, administratrice, ces sondages demandent beaucoup de temps. Ils concernent aussi bien les services fournis en hébergement collectif que les personnes suivies en logements diffus, les salariés du Service d'insertion par l'activité économique dans le secteur des espaces verts, du bâtiment, etc.

C'est donc seulement au prochain numéro de Perspectives que seront fournis et analysés les résultats très attendus de cette enquête.

En ligne de mire, les 70 ans de l'Entr'Aide Ouvrière

Les statuts de l'association ont été déposés en préfecture le 3 décembre 1948. Mais c'est bien en 1947, peu avant Noël, que le père Gaston Pineau en avait eu l'idée, et qu'il avait commencé d'agir en organisant un réveillon pour les « gueux ». Et dès janvier 1948, les jalons étaient posés avec l'aménagement de 30 lits dans un grenier de la rue Jules-Simon, puis de 7 lits d'hébergement pour femmes rue Bernard-Palissy. Ses lointains héritiers aujourd'hui responsables de l'Entr'Aide Ouvrière ont donc décidé de marquer dès 2017 les 70 ans de cette initiative fondatrice. Et de faire en sorte que l'anniversaire prenne de multiples formes tout au long d'une année, à l'image de la diversité des activités aujourd'hui développées.

Un groupe de travail continue de préparer ces festivités, dont le programme s'affine au fil des réunions. Le coup d'envoi en serait donné en septembre de cette année, par une conférence que donnerait Louis Gallois, président de la Fédération des Acteurs de

la Solidarité. Un film est en cours de réalisation, par l'équipe de Sans Canal Fixe, afin de retracer l'histoire de l'EAO-CAD au moyen notamment de témoignages. Il pourrait être projeté en octobre et ouvrir un débat. A l'occasion des vingt ans de la mort de Gaston Pineau, le 28 février 1998, l'association espère voir la municipalité tourangelles donner son nom à une voie ou un lieu public – en reconnaissance de son œuvre sociale, indépendamment de toute démarche religieuse – comme elle l'a fait pour une salle du Centre communal d'Action sociale.

Un rallye à vélo est prévu mi-avril 2018, qui conduirait les participants sur différents sites liés à l'EAO-CAD. Une fête, un concert plus particulièrement destiné aux jeunes, une projection en plein-air, et enfin un « repas solidaire », dans la rue, seraient au menu du deuxième semestre de l'an prochain. De quoi rendre dignement – et joyeusement – hommage à une initiative et une œuvre qui reste hélas d'actualité.

Cotisations et dons : aussi simple qu'indispensable

Une nouvelle assemblée générale de votre association se profile – déjà ! – avec un changement important cette année puisqu'elle n'aura pas lieu un samedi, mais le jeudi 18 mai en matinée. En outre, elle sera précédée le mercredi 26 avril (à partir de 18 h au foyer Albert-Camus à Tours nord) d'une rencontre préalable destinée à donner tout le temps nécessaire aux débats avec les adhérents. Plusieurs sujets déterminants pour l'avenir de l'EAO-CAD seront en effet mis en discussion, notamment le Plan stratégique et la proposition de changement de nom.

La cotisation 2017 est arrivée à échéance, avec là aussi une modification et une simplification. La cotisation « couple » est supprimée. Le montant annuel est fixé à 20 € pour une personne imposable, ou 5 € pour un adhérent non imposable. Et cette cotisation inclut l'abonnement aux quatre numéros par an du journal Perspectives.

Par ailleurs, à l'intention des personnes, adhérentes ou non, qui souhaitent faire régulièrement un don à l'association, un formulaire de prélèvement mensuel est maintenant disponible. Joint au numéro de décembre du journal, ce mandat prévoit des versements mensuels à partir de 5 €. Il vous sera adressé sur simple demande au secrétariat de direction de l'EAO-CAD.

La Maison digitale fait des heureux

Après quatre mois d'existence, c'est-à-dire à mi-chemin de cette action présentée dans le précédent numéro, il nous a semblé intéressant d'échanger avec quelques-uns de ses acteurs, pour voir comment elle est vécue. Rappelons que cette « Maison digitale » (il y en a 94 dans le monde, principalement en Afrique) est un programme parrainé par la Fondation Orange et mené par l'EAO-CAD. Son but est de former en huit mois, un groupe d'une dizaine de femmes pour leur permettre d'accéder (ou de ré accéder) à l'emploi. Pour cela nous avons successivement rencontré François, formateur bénévole, et Niouma une jeune femme en formation.

François est donc l'un des six formateurs bénévoles, il intervient deux demi-journées par semaine dans deux directions : module professionnel et mise à niveau en français. C'est un littéraire déjà bénévole à l'EAO-CAD impliqué dans la lutte contre l'illettrisme. François est intarissable sur le contenu du module professionnel et sur les méthodes employées. Il insiste sur son rôle de guide, d'accompagnateur ; ici peu de cours magistraux, mais une relation d'aide permanente. Il revient souvent sur l'importance du groupe, sur son effet d'entraînement, les jeunes femmes les plus avancées tirant les autres vers le haut. Les neuf femmes qui suivent la formation ont toutes un projet professionnel qu'il faut mener à terme. Pour certaines, il s'agit d'un projet vers la petite enfance, d'autres souhaiteraient faire de l'accueil ou devenir agent administratif, enfin c'est l'auto-entrepreneuriat qui en attire quelques-unes. Il s'agit de mettre en confiance ces personnes de niveaux hétéroclites qui sont parfois très éloignées du monde du travail, de leur faire acquérir la maîtrise des outils nécessaires à leur réussite et d'après François, cela marche plutôt bien. Le groupe est actuellement centré sur la recherche de stages en entreprise ce qui implique : rédaction de lettre de motivation, de CV, prise de contacts téléphoniques, préparation à l'entretien. Pour cela une mise à niveau en français est nécessaire avec bien entendu quelques apports théoriques indispensables. La formation est complétée par des travaux sur ordinateur qui sont assurés par d'autres intervenants. François est un formateur heureux, très satisfait des résultats immédiats et concrets obtenus par toutes ces jeunes femmes, progrès confirmés au cours des réunions de synthèse de toute l'équipe.

Le groupe stimule et motive

Niouma est une jeune femme très souriante, volubile et discrète, elle est française d'origine mauritanienne. Au cours de notre entretien, elle m'informe qu'elle est titulaire d'un CAP d'agent technique dans l'alimentation, qu'elle a beaucoup travaillé dans la restauration en région parisienne. Elle précise un peu plus tard qu'il s'agit d'un BEP, puis d'un baccalauréat, enfin elle m'avoue être également titulaire d'un DEUG de psycho. Devant ma surprise elle m'explique que sa présence dans la « Maison digitale » est motivée par la volonté de retrouver un emploi. Niouma a cessé de travailler afin d'élever ses quatre enfants (22, 14, 9 et 2 ans et demi), la petite dernière étant scolarisée à Saint-Pierre-des-Corps, elle peut envisager de se réinsérer dans le monde du travail. Elle sait exactement ce qu'elle veut faire : agent administratif en mairie. Pour cela il lui faut préparer un concours qui aura lieu en 2018, elle analyse parfaitement ce qui lui manque et ce qu'il lui faut travailler pour réussir. Elle veut « retrouver des compétences fortes ancrées dans sa personnalité ». La « Maison digitale » lui permet de réactiver ses qualités un peu oubliées et lui apporte les outils qui lui sont indispensables, entre autres dans le domaine de la communication tant verbale que non verbale : préparation à l'entretien, rédaction de lettre de motivation, de CV... Comme François l'avait déjà souligné, Niouma insiste sur l'importance du groupe « qui stimule, motive et redonne le moral à celles qui parfois le perdent ». A la « Maison digitale » l'entraide n'est pas un vain mot et il semblerait que Niouma en soit un élément moteur. Enfin, cette jeune femme me fait part de son combat pour la défense de la cause des femmes et de son engagement citoyen, qu'elle concrétise en militant à la FCPE et au « Sac à malices », l'épicerie solidaire de Saint-Pierre-des-Corps. Comment ne pas souhaiter qu'elle-même et toute cette première « maisonnée » accèdent au travail qu'elles espèrent ?

Pierre Trinson



Niouma : retrouver des compétences fortes



Formation à distance

Depuis 2013, le Centre de formation propose des Visas FOAD (Formation à Distance) sous forme hybride, avec une alternance de séquences « en présentiel » (40 heures) et d'autres à distance (40 heures). En juillet dernier, Catherine Leclerc, formatrice à l'initiative du développement des formations à distance, a formé toute l'équipe à la maîtrise de la plate-forme. Ainsi, l'ensemble des formateurs peut créer ses propres outils pédagogiques en ligne. Par conséquent, l'offre de formation s'est enrichie avec un programme « Code de la Route », un autre « Remise à niveau », et des modules de savoirs de base en Foad.

Si la demande de ce type de formation est en progression constante, notre public ne peut pas toujours la suivre faute de posséder un ordinateur. C'est pourquoi, en collaboration avec Jackie Rogeon, en mécénat de compétence à l'EAO-CAD, nous tentons d'obtenir gratuitement des ordinateurs pour les prêter aux apprenants, qui travailleraient ainsi depuis chez eux. Une demande a été faite auprès de la Fondation Agir pour l'Emploi « ENGIE », qui collabore avec l'association « Travailler et apprendre ensemble », laquelle reconstitue les ordinateurs.

du chantier d'insertion. Chaque ouvrier bénéficie d'un double accompagnement : CIP (conseiller en insertion professionnelle) d'une part, et encadrant technique de l'autre. L'accent est mis sur la sécurité, mais aussi sur la formation technique et la mise en pratique des savoirs acquis par les ouvriers.

Pour l'avenir, Etienne Mayer-Boesch a de grands projets pour le secteur Espaces verts et rêve déjà de traction animale en maraîchage, traduisez maraîchage aidé par des chevaux. Les récoltes pourraient même alimenter les chantiers cuisines de l'EAO-CAD... Ambitueuse vision ! D'ici là, un projet de création paysagère est à l'étude en collaboration avec un ITEP (Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique), projet qui permettrait de développer et

valoriser la fonction d'ingénierie et de sortir de la simple exécution. A suivre, donc.

Les ateliers et chantiers d'insertion proposent leurs services à différents types de clients : organismes publics ou privés, associations, Fondations, collectivités ou particuliers. N'hésitez pas à les contacter (toute demande donne lieu à un devis préalable) :

tel. 02.47.27.62.84, ou : emploi@entraideouvriere.org

Directeur : Patrick Tauvel (06.87.86.99.34),

patrick.tauvel@entraideouvriere.org

Espaces verts : Etienne Mayer-Boesch, 06.72.79.26.97

Zonta Club

En juillet 2016, Malak El Mabrouk a suivi une formation « Français langue étrangère ». Son souhait le plus cher était de reprendre des études en France. Après un bac scientifique et une première année d'école d'ingénieur en Libye, elle souhaitait poursuivre dans cette filière. Au regard de son âge, 21 ans, qui ne lui impose plus d'être scolarisée, ce fut un véritable parcours du combattant pour enfin obtenir en novembre une place en BTS « Maintenance des systèmes » au lycée Martin-Nadaud. Ce nouveau départ positif engendre des frais supplémentaires auxquels Malak ne peut subvenir. Mais début février, Malak a eu l'opportunité de présenter son parcours et sa situation actuelle aux membres du Zonta Club, dont l'objectif vise à rendre les femmes plus autonomes dans le monde en améliorant leur statut juridique, politique, économique, éducatif, leur santé et leur statut professionnel. Le Club offre à Malak le matériel nécessaire à la poursuite de sa scolarité : micro-ordinateur, vêtements de travail, titre de transport, etc.

Par ailleurs, dans le cadre de la Journée Internationale des droits des Femmes, le Zonta Club de Tours a organisé un concert dans l'église Saint Symphorien, avec l'aide du conservatoire Francis-Poulenc. Les élèves nous ont offert un joli moment musical, dont les bénéfices seront versés à l'Entr'Aide Ouvrière pour l'achat de produits d'hygiène destinés aux femmes et aux enfants en difficulté ainsi qu'à l'association SVS (Stop aux Violences Sexuelles).

Antenne de Chinon

Depuis janvier, l'antenne chinonaise du Centre de formation propose des formations gratuites financées par la Région Centre-Val de Loire. Il s'agit de « Visas » Français langue étrangère, Remise à niveau, Code de la Route et Pro- Numérique. Les inscriptions se font auprès de Véronique Bateau Schaefer : formation.chinon@entraideouvriere.org



Daniel Claure présente les vélos électriques prêtés aux salariés du service Propreté

Au service Propreté, « Moussa » a passé la main

Tous ceux qui ont eu affaire à Mohamed Moussaoui vous le diront, c'est un très attachant personnage qui vient de prendre sa retraite après plus de 18 années passées à l'Entr'Aide Ouvrière, où il était chef du service Propreté. Lors de son pot de départ Patrick Tauvel, directeur du service d'Insertion par l'Activité économique, et Pascal Dabouis, directeur de l'Hébergement, ont souligné les rares qualités

humaines et professionnelles de celui qui a mis sur orbite un service Propreté aujourd'hui capable d'assurer des prestations extérieures. C'était l'aboutissement d'un parcours exceptionnel puisqu'il fut d'abord peintre en bâtiment, puis commercial, moniteur d'auto-école, travailleur social... et on en passe, et qu'il a tenu à se former tout au long de sa vie professionnelle !

Pour animer le service Propreté et ses salariés en insertion, Mohamed Moussaoui est remplacé par Daniel Claure, chef d'atelier. L'une de ses premières satisfactions fut de remettre des vélos électriques aux salariés en insertion qui en ont besoin, grâce au concours financier de la Fondation L'Archipel des Utopies.



Mohamed Moussaoui : « que de bons souvenirs »...

Les « lits halte soins santé », un service méconnu

En décembre, une trentaine de personnes avaient répondu à l'invitation des « Lits Halte Soins Santé » (LHSS), un service implanté à La Chambrerie à Tours nord. Ce service offre un hébergement de trois mois maximum et une prise en charge médico-sociale à des personnes sans domicile qui nécessitent des soins, sans relever d'une hospitalisation. Il compte dix chambres individuelles pour hommes seuls ou femmes seules. Et il travaille en relation étroite avec le cabinet médical de l'Entr'Aide Ouvrière. Au programme de cette matinée, un temps de rencontre et de présentation de ce dispositif médico-social, qui s'inscrivait sous le signe du partenariat. L'occasion pour l'équipe des LHSS de faire découvrir les locaux et le fonctionnement de la structure, ainsi que plus spécifiquement les missions et les actions du dispositif. La

fin de matinée était consacrée à des échanges avec les différents participants institutionnels de l'agglomération tourangelle et du département : des représentants des Maisons Départementales de la Solidarité, des C.C.A.S., d'associations, de services d'accueil de demandeurs d'asile, des services hospitaliers et de centres de soins publics et privés.

L'intérêt porté à cette opération, l'impossibilité de répondre à toutes les demandes d'inscription (nombre limité à 30 personnes) et aussi les retours positifs - « Cela permet d'échanger sur les besoins et les projets du territoire... Des réponses aux attentes des participants » - font qu'une nouvelle porte ouverte est organisée le jeudi 1^{er} juin prochain.

Fabrice Beneteau

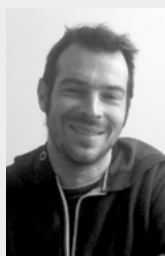
Le CHERPA se refait une beauté... et une santé

Après la réfection et le réaménagement de l'entrée, de l'accueil et de la salle d'animation, réalisés ces deux dernières années par le SIPAE (Service d'insertion par l'activité économique), le centre d'hébergement de la rue du Général-Renault poursuit sa mue. Plusieurs autres chantiers ont pris la suite sur ce bâtiment qui appartient à la Ville de Tours, avec un même objectif : le mieux-être des résidents et des conditions de travail améliorées. La liste est longue, à commencer par des travaux d'isolation thermique et phonique par la pose d'un toit en bac acier sur la partie restauration-cuisine, de fenêtres de toit, et à l'intérieur, par les salariés du

SIPAE là aussi, réfection des dalles du plafond, de la peinture de la salle de restaurant et de l'électricité. En ce moment sont changées les fenêtres, côté rue comme côté cour, et il faut encore ajouter l'installation d'une nouvelle chaudière, à condensation, et des travaux sur le réseau de chauffage.

Il s'agit donc d'un ensemble considérable d'améliorations, dont le coût dépasse 250 000 €. L'Agence nationale pour l'Amélioration de l'Habitat prend en charge 80% du financement, sur les fonds affectés à l'«humanisation des foyers», le reste étant assuré par l'EAO-CAD, tandis que la maîtrise d'oeuvre était confiée à SOLIHA.

Etienne a de grands projets pour les Espaces verts



Un ouvrier rentre chez nous avec des petits sacs pleins de son histoire, et nous on y met plein de petits cailloux pour qu'il retrouve son chemin » : c'est de cette manière imagée qu'Etienne Mayer-Boesch explique sa mission. Neuf mois après son arrivée en tant qu'encadrant technique, il relève le pari d'occuper le poste de chef d'atelier du secteur Espaces verts du SIPAE (Service d'insertion par l'Activité économique). Son équipe ne

compte pas moins de deux encadrants techniques pour vingt-trois ouvriers en insertion, tous très impliqués dans leur travail. Etienne Mayer-Boesch présente un parcours quelque peu atypique, initié par une formation autour de la gestion, puis une expérience professionnelle riche dans le monde de l'insertion. Il le répète, «mes choix sont portés par mes valeurs».

Aujourd'hui, le défi à relever est de trouver de nouveaux marchés, sans faire concurrence aux artisans, et en prônant l'utilité sociale

Les associations d'insertion se coordonnent

Depuis 2013, le Centre de formation propose des Visas FOAD (Formation à Distance) sous forme hybride, avec une alternance de séquences « en présentiel » (40 heures) et d'autres à distance (40 heures). En juillet dernier, Catherine Leclerc, formatrice à l'initiative du développement des formations à distance, a formé toute l'équipe à la maîtrise de la plate-forme. Ainsi, l'ensemble des formateurs peut créer ses propres outils pédagogiques en ligne. Par conséquent, l'offre de formation s'est enrichie avec un programme « Code de la Route », un autre « Remise à niveau », et des modules de savoirs de base en Foad.

Si la demande de ce type de formation est en progression constante, notre public ne peut pas toujours la suivre faute de posséder un ordinateur. C'est pourquoi, en collaboration avec Jackie Rogeon, en mécénat de compétence à l'EAO-CAD, nous tentons d'obtenir gratuitement des ordinateurs pour les prêter aux apprenants, qui travailleraient ainsi depuis chez eux. Une demande a été faite auprès de la Fondation Agir pour l'Emploi « ENGIE », qui collabore avec l'association « Travailler et apprendre ensemble », laquelle reconstitue les ordinateurs.

Comment rendre le futur désirable ?

La grande réforme sociale de l'avenir sera sans doute ce que l'on appelle aujourd'hui le revenu universel. Un très ambitieux projet qui suscite des réactions fortement contrastées : vif intérêt ou refus catégorique.

Révélation de la primaire socialiste, Benoît Hamon a eu l'habileté de faire de ce projet le thème central du débat d'idées qui l'a opposé à ses concurrents. Il s'est manifestement appuyé sur des prévisions alarmantes concernant l'évolution de la situation de l'emploi au cours du XXI^{ème} siècle. Selon certains économistes, la révolution numérique va détruire de nombreux postes de travail, sans dommages pour l'activité économique, car celle-ci pourra être maintenue avec une main-d'œuvre sensiblement réduite. L'ancien ministre de l'Education nationale est très motivé par la conviction qu'un candidat à l'élection présidentielle doit être capable, malgré ces sombres perspectives, de « rendre le futur désirable ». Ce qui n'est pas une tâche facile dans un pays marqué par un profond pessimisme.

Que penser, avec objectivité, du revenu universel ? De quoi s'agit-il exactement ? Pourtant proche de Benoît Hamon sur le plan idéologique, Arnaud Montebourg a jugé sa proposition irréalisable, impossible à financer. Il évalue son coût à près de 600 milliards d'euros par an, ce qui représente « un deuxième budget de l'Etat ». Moins sévère, Marc de Basquiat, l'un des théoriciens du revenu universel (défini dans sa version la plus radicale comme un revenu de base octroyé à tout individu, dès sa naissance, sans condition de statut familial ou professionnel) juge le projet Hamon trop « vague ». Car il s'agit d'un sujet extrêmement compliqué, difficile à expliquer dans le cadre d'une campagne électorale. Il implique de réformer à la fois l'impôt sur le revenu et certaines aides sociales et familiales. La fiche

de paie serait, elle aussi, concernée : on remplacerait les cotisations santé par une CSG appliquée à tous les revenus, avec le même taux (13%).

Dans ces conditions, ne serait-il pas judicieux d'aller progressivement, par étapes, vers cette profonde rénovation de notre modèle social, en considérant qu'elle constitue non pas une impérieuse nécessité qu'il faut prendre en compte rapidement, à marche forcée, mais un objectif de moyen et long terme ? Des chercheurs de l'Ecole d'économie de Paris ont élaboré un dispositif modeste mais réaliste qui pourrait être adopté comme point de départ dès le prochain quinquennat.

Ils proposent de fusionner le RSA (revenu de solidarité active) et l'APL (aide personnalisée au logement), ce qui permettrait d'offrir aux plus démunis une solidarité plus affirmée.

Cette mesure ferait bénéficier une personne seule d'une allocation mensuelle de 624 euros. Avec un financement public plus important mais compatible avec les conditions budgétaires actuelles, on pourrait porter ce revenu minimum à 700 euros et le rendre accessible aux jeunes de moins de 25 ans. Evidemment, il n'y aurait pas de quoi « réenchanter le monde ». On serait néanmoins sur la voie d'une protection sociale plus conforme à l'attente de nombreux Français soumis depuis trop longtemps à une pauvreté qui les pousse à vouloir « renverser la table ». Et l'on sait ce que cela veut dire.

Libres propos de Serge Bijonnet

115 : Numéro gratuit de l'urgence sociale : 115

DONS : Je fais un don à l'EAO-CAD

- Je soutiens l'EAO-CAD dans son action. J'envoie un chèque à l'ordre de l'EAO-CAD (75 % de votre don sera déductible de vos impôts).
- Si vous souhaitez soutenir une action particulière, merci de l'indiquer. Dans tous les cas, un reçu fiscal vous sera envoyé en fin d'année

J'ADHÈRE À L'ENTR'AIDE OUVRIÈRE – COMITÉ D'AIDE AUX DETENUS.

Je (Nom, prénom) :

Adresse :

CP : Ville :

Téléphone : e-mail :

J'envoie un chèque de 20 euros (5 euros si je ne suis pas imposable), pour un an, qui comprend l'abonnement à la revue *Perspectives* (quatre numéros par an). Un reçu fiscal vous sera envoyé.

Bulletin et chèque à renvoyer à :
EAO-CAD, 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 Tours

JE M'ABONNE À LA REVUE PERSPECTIVES

Vous remplissez ce bulletin d'abonnement si vous désirez être abonné à *Perspectives* sans vouloir adhérer à l'EAO-CAD.

- 10 € - 4 numéros par an • Abonnement de soutien 25 € – Je joins un chèque de € à l'ordre de l'EAO-CAD.

Bulletin d'abonnement à renvoyer à : ENTR'AIDE OUVRIÈRE – COMITE D'AIDE AUX DETENUS – 46 avenue Gustave-Eiffel - 37100 TOURS

PERSPECTIVES DE L'ENTR'AIDE OUVRIÈRE, 4 numéros par an, ISSN-L 0981-6178

Rédaction & administration : 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 TOURS – Tél : 02 47 31 87 00 - Fax : 02 47 61 14 16

Directeur de la publication : Marie-Paul Legras-Froment

Comité de rédaction : Serge Bijonnet, Jean-Paul Mercier, Jean Paillou, Pierre Trinson, François Weil.

Mise en page & en image : Francis Bordet – Impression : SIPAP-ODIN, Poitiers.

Gestion des abonnements : Alexandra Cailbeaux